



**Compte-rendu de Conseil d'administration
Mardi 16 octobre 2012**

Présent(e)s : Hélène Cabioc'h, Annie Pourre, Lilia Santana, Jean-Pierre Troche, Charlotte Mathivet, Amélie Canonne, Gildas Jossec, Maxime Combes, Ronack Monabay, Florent Schaeffer, Juliette Rousseau, Lorba Dewry, Fanny Simon, Céline Méresse, Anne Querrien

Excusé(e)s : Cécile Canpolat, Samuel Jablon, Gus Massiah, Jean-François Tribillon, Lucie Pinson.

1/ Fonctionnement du CA et élection du bureau de l'Aitec : quels rôles des différentes instances?

Conseil d'administration :

Gus Massiah, Jean-Pierre Troche, Cécile Canpolat, Annie Pourre, Florent Schaeffer, Lilia Santana, Ghazi Hidouci, Maxime Combes, Amélie Canonne, Samuel Jablon, Fanny Petit, Sarah Valin, Hélène Cabioc'h, Lucie Pinson, Nicolas Galepides, Anne Querrien, Jean-François Tribillon, Céline Méresse, Ronack Monabay, Juliette Rousseau, Lorba Dewry

Bureau :

Présidents d'honneur : Ghazi Hidouci et Jean-Pierre Troche

Co-Présidents : Amélie Canonne et Florent Schaeffer

Trésorière : Cécile Canpolat

Secrétaire : Fanny Petit

Groupe gestion :

Émanant du CA, il prendra en charge la gestion quotidienne de l'Aitec et l'appui des salariés dans leurs missions.

Il réunira : Jean-Pierre Troche, Cécile Canpolat, Fanny Petit, Hélène Cabioc'h, Céline Méresse et Amélie Canonne et Florent Schaeffer.

Le Conseil d'administration et le bureau sont élus pour un an.

La fréquence des réunions du CA est une rencontre tous les mois et demi ou deux mois.

Il devra être animé par les membres du CA, a minima par les membres du bureau (mais pas par les salariés).

La prise de note et la rédaction du compte-rendu pourraient également être assurées par les membres du CA (à discuter en ouverture du prochain CA).

Éviter le travers qu'un espace prenne le dessus sur l'autre : le bureau n'est pas un espace de décision politique mais de mise en œuvre, et surtout de gestion en particulier financière.

Le Conseil d'administration est l'espace de discussion politique de l'Aitec.

Il est également proposé que chaque groupe de travail identifie des référents en mesure d'assurer le suivi régulier des activités de son groupe de travail (en cas de sollicitation, se retourner vers eux par exemple) et de présenter les questions politiques qui se posent lors des CA.

2/ Organisations des activités de l'Aitec et plan d'activité pour 2013

La discussion est engagée à partir du tableau en pièce jointe listant une grande partie des activités et/ou thèmes de travail de l'Aitec.

Il a pour objectif de donner un aperçu global des activités prévues pour 2013 et d'identifier les chantiers prioritaires pour l'Aitec, à partir des questions politiques soulevées dans chaque chantier (étant donné les ressources limitées).

Il liste également les ressources financières obtenues ou sollicitées pour mener ces activités.

Il ressort de la discussion que cet outil reste insuffisant pour discuter de manière transversale des chantiers de l'Aitec. Il faudra le compléter à partir d'autres outils (montrant notamment la plus-value de l'Aitec sur chacun des chantiers, les partenariats engagés ou pas sur chacun des chantiers, les questions politiques clés qui se posent pour chacun de ces chantiers, les échéances prioritaires). Plus généralement se pose la question des outils de communication à mettre en place pour une meilleure appréhension/appropriation des différents sujets par les membres du CA afin de pouvoir en discuter de manière transversale.

Chantier Régulation financières :

Le projet financé par l'UE arrive à terme. Le gros des activités est passé et était essentiellement les mobilisations contre le G8 et le G20.

Un séminaire sur l'impact de la crise financière sur les finances des collectivités locales doit encore être organisé en lien avec les organisations membres du Pôle publics financier. Il aura lieu le 13 ou le 14 décembre 2012.

A court terme : enseignement du séminaire Finance et collectivités locales à réinvestir dans le Pôle public financier

A moyen terme : investissement de plus long terme avec les collectivités locales qui y participeraient.

Chantier Commerce :

Au niveau français, seul l'Aitec produit ce travail d'analyse transversale des politiques commerciales européennes, et l'Aitec est reconnu dans ce rôle que ce soit au niveau de ses partenaires français et européens.

L'Aitec a toute sa place pour poursuivre ce travail, et ce d'autant plus après le séminaire « L'Europe et ses politiques commerciales au cœur de la crise mondiale » des 5 et 6 octobre.

Ce séminaire s'est bien passé (tous les documents supports à cette conférence sont téléchargeables ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1296> et <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?rubrique230>). Il a permis de remobiliser un certain nombre d'organisations sur ces questions (au moins pour une mise à jour) et de constituer un petit collectif de travail, composé d'Attac, FAL, Confédération paysanne, Les Amis de la terre, AGTER, le Collectif contre

les gaz de schiste via Vincent Espagne, et d'autres. Une liste d'information a également été créée : info-commerce. Pour s'y inscrire : <http://reseau-ipam.org/cgi-bin/mailman/listinfo/info-commerce>
L'Aitec s'engage donc pour 2013 à continuer ce travail de coordination et de suivi transversal des négociations en cours des accords de libre-échange et politiques d'investissement.

A court terme :

- faire échouer les négociations de ces accords (ALE UE-Colombie-Pérou car ratification nationale qui pourrait échouer en France // ALE UE-Canada car derrière se joue un accord transatlantique avec les États-Unis // la politique européenne d'investissement pour faire pression sur l'abrogation des clauses d'arbitrage État-investisseur
- poursuivre le travail de réflexion pour une politique commerciale alternative (en lien avec le processus Alternative Trade Mandate)
- suivre de près les négociations entre l'UE et les pays de l'accord d'Agadir (Maroc, Tunisie, Égypte, Jordanie).

A moyen terme :

- Élection du Parlement européen en 2014 => échéance clé

Chantier Urbain, logement et habitat :

L'Aitec a coordonné une publication Passerelles intitulé « Logement en Europe : délogeons la crise », paru en août en anglais et français et présenté au Forum social urbain de Naples en septembre. Cette publication, qui au début avait été pensée comme une simple mise à jour du dossier « Europe pas sans toit » de 2008, a finalement été un chantier bien plus vaste avec de nouveaux articles et de nouveaux partenaires mis en avant, tenant en compte de la situation particulière au niveau européenne. La présentation du Passerelle à Naples a ainsi donné la possibilité de réunions d'articulations de différents mouvements et organisations européennes et a permis de donner des bases concrètes au débat. La publication est disponible sur le site de l'Aitec : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1289> et certains articles sont mis en ligne sur le site Aitec / Basta ! « L'actualité du droit au logement »:

<http://www.bastamag.net/logement>

A court terme :

- continuer à faire le lien entre expertise et luttes pour le droit au logement / droit à l'habitat / droit à la ville
- alimentation du site internet Aitec / Basta !
- publication du second Passerelle, en partenariat avec les réseaux internationaux notamment HIC et Habitat et Participation. Ce Passerelle aura pour sujet les problématiques foncières dans leur ensemble et l'importance de la fonction sociale de la terre pour lutter contre les processus spéculatifs en milieu urbain et rural, comme les accaparements de terre et les expulsions.
- organisation de débats et séminaires pour notamment alimenter les débats et articles publiés dans Basta, en coordination avec les partenaires de l'Aitec (DAL, No-Vox etc.)

A moyen terme :

- participer au travail d'articulation au niveau européen qui a vu le jour à Naples (Plateforme européenne en vue de Florence 10+10 et du Forum social mondial 2013 à Tunis).
- travail sur le lien entre plans d'austérité et politiques du logement. En droite ligne avec le Passerelle « Délogeons la crise » et les débats qui ont eu lieu au FSU de Naples mais aussi avec les liens tissés avec les missions EP à Séville, Barcelone et Lisbonne. Voir comment

faire le lien avec les mouvements très forts en Espagne et Portugal sur les questions d'austérité et l'impact sur la vie des habitants. Au niveau de la réflexion et de la diffusion d'infos sur ces thèmes, possibilité de faire un dossier Basta/Aitec dessus.

- Ne pas perdre de vue la dimension internationale et pas seulement européenne : importance de certains événements à venir : Africités à Dakar en décembre, Forum social mondial à Tunis en mars.

Chantier Justice écologique:

Chantier important pour l'Aitec à plusieurs titres :

- Au niveau d'IPAM, seul l'Aitec traite ces questions. Si l'Aitec s'en désinvestit, ces questions vont sortir du champ d'Ipam alors qu'elles sont primordiales dans l'avenir et les réflexions sur la sortie de crise.
- Le sujet est largement mis de côté par de nombreuses organisations alors que les questions de transition écologique et sociale doivent être largement considérées dans le débat sur la sortie de crise. Par ailleurs, sont en train d'émerger des questions délicates à aborder, notamment celles de la redistribution de la rente extractive et des pressions accrues sur l'extraction des ressources → plusieurs positions, au sein même de nos organisations, s'affrontent sur ces sujets. Par exemple, concernant l'extraction des gaz de schistes en Algérie: faut-il exploiter les gaz et huiles de schistes (avec tous les risques pour l'environnement que cela comporte) et se battre pour une meilleure répartition de la rente (position présente dans les mouvements, en Europe ou en Amérique latine, inspirés par les luttes d'indépendance voire anti-impérialistes, actualisée par Chavez notamment) ou faut-il empêcher l'exploitation de ces mêmes gaz et huiles au nom des luttes contre l'extractivisme, de la protection de l'environnement et de la nécessaire transition énergétique.

A court terme :

- remettre les questions de transition écologique et sociale au cœur de la gestion de la sortie de crise : via la Commission écologie et société d'Attac
- soutenir le réseau Financiarisation de la nature (créé à l'issue de la conférence à Paris en octobre 2011 – voir ici : <http://www.makefinancework.org/the-food-crises-the-us-drought/financialisisation/?lang=en>) car c'est le seul espace de discussion européen sur ces questions. (voir les pistes d'action stratégiques qui ressortent de Florence 10+10)

A moyen terme :

- continuer le travail sur les alternatives à l'extractivisme (dépasser le débat de la redistribution de la rente et des politique de développement néo-extractivistes)

Chantier Lobby :

Depuis la publication du Lobby Planet Paris, la question de l'influence des lobbies sur les décisions politiques est traitée de manière transversale.

A court terme :

→ l'Aitec co-organise une conférence à Bruxelles les 15 et 16 novembre prochains (toutes les informations: <http://www.eu-citizens.org/eu>)

→ éventuellement un article sur les lobbies du bâtiment

A moyen terme :

→ une cartographie des lobbies œuvrant pour les multinationales actives dans les négociations entre l'UE et les pays du Sud de la Méditerranée.

3/ Point financement

Point sur l'état des financements supplémentaires sollicités pour l'exercice 2012.

Le budget 2012 reste déséquilibré (-34000€ pour l'exercice 2012, cf. budget en pièce jointe). Les chances de l'équilibrer maintenant sont faibles mais tous les efforts doivent être faits pour diminuer le déficit.

Le bureau mène ce chantier et informera régulièrement le CA.

Scénarii d'organisation et de financement 2013.

Le tableau listant les thèmes prévus pour 2013 indique également les financements actés ou sollicités pour mener les activités en 2013.

En pièce jointe, le budget 2013 : plusieurs hypothèses y sont développées tant du côté des produits (un certain nombre de subventions sollicitées ne sont pas encore accordées) que du côté des charges (scénarii à 2,5 salariés ou 2 salariés).

Prochaines étapes :

→ Solliciter de nouveaux bailleurs

→ **Réécrire le projet politique global de l'Aitec pour démarcher de nouveaux bailleurs et faire ce travail d'écriture également pour chacun des chantiers (urbain // commerce // finance // lobby) pour démarcher plus facilement de nouveaux bailleurs.**

Une journée d'échanges a eu lieu fin septembre avec d'autres associations proches de l'Aitec et d'IPAM (tant sur les thématiques travaillées que dans le mode de financement : réponses à appel à projet, volume des cotisations des adhérents relativement faible qui ne permet ni une autonomie financière et ni qu'elles assurent les cofinancements demandés par chaque appel à projet) sur ces difficultés de financement.

Plusieurs idées ont été émises notamment celle d'aller chercher des subventions ensemble.

Prochaine réunion du Conseil d'administration : le samedi 24 novembre 2012 à 13h30 (pour ensuite prolonger vers la fête du CICP à partir de 18h). Lieu encore à déterminer.

L'objectif de ce CA sera d'une part de mieux identifier les besoins du CA en terme d'outils de travail collectif et d'autre part identifier les activités à déposer pour le FSM.